



**Conseil économique  
et social**

Distr.  
GÉNÉRALE

TRANS/WP.30/2004/15  
5 avril 2004

FRANÇAIS  
Original: ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

COMITÉ DES TRANSPORTS INTÉRIEURS

Groupe de travail des problèmes douaniers intéressant les transports  
(Cent septième session, 15-18 juin 2004,  
point 6 c) iv) de l'ordre du jour)

**CONVENTION DOUANIÈRE RELATIVE AU TRANSPORT INTERNATIONAL  
DE MARCHANDISES SOUS LE COUVERT DE CARNETS TIR  
(CONVENTION TIR DE 1975)**

**Application de la Convention**

**Propositions d'amendements relatives aux dispositions techniques**

**Protection au moyen d'un câble à fibres optiques**

**Note du secrétariat**

**A. HISTORIQUE**

1. À sa cent deuxième session, le Groupe de travail a examiné le document TRANS/WP.30/2002/27, qui contenait des informations sur un câble incorporant des fibres optiques, qui, s'il était utilisé en tant que câble TIR, pourrait offrir une sécurité accrue contre les manipulations irrégulières et les accès non autorisés au compartiment de chargement, et faciliterait la surveillance à distance de l'intégrité de ce dernier au moyen d'une connexion à un système GPS. Le représentant de l'Association hongroise de transport routier (ATRH) a informé le Groupe de travail qu'après avoir examiné les informations communiquées par le fabricant, les autorités douanières hongroises avaient constaté que le câble n'était pas conforme aux prescriptions énoncées à l'annexe 2 de la Convention. Estimant qu'un produit de ce type pourrait éventuellement contribuer à améliorer le contrôle par les douanes des compartiments de

chargement scellés, le Groupe de travail a prié le secrétariat d'inviter le fabricant à faire une démonstration du câble à sa session suivante (document TRANS/WP.30/204, par. 54).

2. À sa cent troisième session, le Groupe de travail a entendu l'exposé demandé, mais a décidé de reporter la discussion sur cette question à sa session suivante, au cours de laquelle il serait possible d'examiner la conformité technique du câble avec les dispositions de l'annexe 2 de la Convention, en se fondant sur les résultats d'études des autorités douanières à ce sujet (document TRANS/WP.30/206, par. 52 et 53).

3. À la cent quatrième session, la délégation allemande a fait savoir au Groupe de travail que, sur la base d'un essai portant sur le câble de fermeture à fibres optiques, elle estimait que ce dernier était apte à déjouer les manipulations irrégulières dans le contexte douanier (document informel n° 4 (2003)). Le Groupe de travail a estimé qu'il faudrait très probablement modifier la Convention pour pouvoir utiliser ce câble dans le cadre du régime TIR et a demandé au secrétariat d'établir, pour sa cent cinquième session, un document officiel contenant les conclusions de l'essai susmentionné, ainsi qu'une proposition tendant à incorporer à la Convention une disposition autorisant l'utilisation de ce câble (document TRANS/WP.30/208, par. 48 et 49).

4. À sa cent sixième réunion, le Groupe de travail a examiné le document TRANS/WP.30/2004/4, établi par le secrétariat, qui contient des projets de propositions visant à modifier les dispositions de la Convention relatives à l'emploi des câbles, de façon à permettre l'utilisation de câbles à fibres optiques. Il a décidé de choisir la première option proposée par le secrétariat et a adopté l'amendement au paragraphe 9 de l'article 3 de l'annexe 2 de la Convention ainsi que le nouveau commentaire au paragraphe 10 de l'article 3 de l'annexe 2 de la Convention, lesquels portent expressément sur l'emploi de câbles de fermeture protégés par des fibres optiques (TRANS/WP.30/212, par. 39).

5. Le représentant des États-Unis d'Amérique a indiqué que le positionnement du dispositif de verrouillage du câble à fibres optiques à proximité du dispositif de fermeture du compartiment de charge pourrait nuire à son bon fonctionnement. Le Groupe de travail a demandé au secrétariat de tenir compte de cette difficulté lors de la mise au point définitive du texte du projet de commentaire au paragraphe 10 de l'article 3 de l'annexe 2 et de transmettre le texte intégral des propositions d'amendements au Comité de gestion TIR pour examen et, éventuellement, adoption à sa prochaine session (TRANS/WP.30/212, par. 40).

6. Après la réunion, plusieurs délégations ont signalé au secrétariat que les textes du paragraphe 9 de l'article 3 de l'annexe 2 et du commentaire, adoptés par le Groupe de travail, étaient trop généraux et pourraient avoir de lourdes conséquences s'ils étaient adoptés par le Comité de gestion. En outre, il a été remarqué que le Groupe de travail n'avait pas donné des instructions claires en ce qui concerne le projet d'amendement du paragraphe 10 de l'article 3 de l'annexe 2, lui-même. Par ailleurs, au cours des contacts fréquents entre les autorités américaines et le secrétariat, il est apparu que des observations avaient été formulées par eux, qui ne se limitaient pas à l'emploi des câbles à fibres optiques mais touchaient à la question générale de l'emplacement des scellés. Il conviendrait en conséquence de traiter ces observations séparément. Finalement, le secrétariat a reçu d'autres questions concernant l'aspect de sécurité du câble à fibres optiques d'un point de vue douanier, que le Groupe de travail souhaitera peut-être examiner.

**D. COMPLÉMENT D'EXAMEN PAR LE GROUPE DE TRAVAIL**

7. À la lumière de l'évolution intervenue, le Groupe de travail souhaitera peut-être réexaminer sa décision d'adopter la proposition visant à modifier les paragraphes 9 et 10 de l'article 3 de l'annexe 2, ainsi que les projets de commentaires y relatifs. Des informations supplémentaires permettant de faciliter la discussion ultérieure seront présentées sous la forme d'un document sans cote.

-----